

## Inondations hivernales : quand l'excès d'eau souligne l'urgence de mieux la stocker

Paris, le 18 février 2026

Depuis plusieurs semaines, la France est frappée par des épisodes d'inondations majeures, touchant simultanément de nombreux bassins versants. Ces événements, liés à une pluviométrie particulièrement abondante à des intervalles rapprochés, rappellent avec force une réalité désormais structurelle : l'eau est de plus en plus abondante en hiver et de plus en plus rare en été, mettant ainsi en lumière un décalage croissant entre le moment où l'eau tombe et celui où nos territoires et notre agriculture en ont besoin. Pour Irrigants de France, ces inondations ne sont pas seulement un signal d'alerte climatique : elles illustrent la problématique de notre politique nationale de gestion de l'eau et le besoin de l'adapter instamment pour continuer à produire.

Si la France reçoit plus de 500 milliards de mètres cubes d'eau chaque année sur l'ensemble de son territoire, l'agriculture, elle, n'a besoin que de 3 milliards de mètres cubes pour irriguer ses cultures : soit, en moyenne, seulement 0,6% de ce qui tombe dans une année. Or, de plus en plus régulièrement et systématiquement depuis 3 ans, lors d'épisodes climatiques extrêmes comme on est en train de le vivre, ce volume tombe en seulement quelques jours, causant alors ruissellements, crues et inondations, avant de finir dans la mer sans avoir pu être valorisé et ce alors qu'il pourrait permettre de couvrir nos besoins annuels d'irrigation si l'on avait la capacité de le stocker.

Selon les données de Météo France, nous avons enregistré 250 à 300 mm de précipitations cumulées entre le 1er janvier et la mi-février 2026, soit 140 à 165 milliards de m<sup>3</sup> d'eau tombés sur la France en 6 à 7 semaines. **En un mois et demi et 35 jours de pluie consécutifs ce qui est un record depuis 1959, la France a reçu près du tiers de ce qui tombe habituellement en une année entière.**

Si la quasi-totalité de nos territoires est concernée par ces intempéries dramatiques, la situation de certains d'entre eux est particulièrement illustrative. Pour exemple :

- En Dordogne, alors que la rivière Vézère possède un débit hivernal de 100m<sup>3</sup>/s, ce dernier a dernièrement été multiplié par 6. En une demi-journée, la rivière a rejeté 32 millions de m<sup>3</sup> d'eau douce vers la mer, soit l'équivalent d'une année d'irrigation pour le département ;
- En Vendée, ce sont 7,2 millions de m<sup>3</sup> qui se sont écoulés en 10h lors d'une crue : soit l'équivalent du volume de stockage retiré aux agriculteurs vendéens par la décision du tribunal administratif de Poitiers de suspendre les projets de réserve sur le territoire ;
- En Nouvelle-Aquitaine, le débit de la Garonne a atteint les 8000 m<sup>3</sup>/s par soit 700 millions de m<sup>3</sup> en une seule journée, ce qui représente les besoins annuels d'irrigation pour la France entière en seulement 4 jours ;
- Dans les Pyrénées-Atlantiques, même constat pour les Gaves de Pau et d'Oloron qui ont vu s'écouler plus de 116 millions de m<sup>3</sup> par jour lors du pic, quand la consommation annuelle du département pour l'irrigation est de 30 millions de m<sup>3</sup> soit 4 ans de besoins en une seule journée.

Par ce communiqué et alors que le débat sur cette question semble totalement polarisé, Irrigants de France tient à rappeler que le stockage de l'eau en période de surplus hivernal poursuit plusieurs objectifs d'intérêt général en permettant notamment de :

- Réduire la vulnérabilité des territoires face aux inondations, en écrétant une partie des pics de débit ;
- Sécuriser l'approvisionnement de différents usages en eau l'été, lorsque les cours d'eau sont à l'étiage ;
- Limiter les prélèvements estivaux, au moment où les milieux aquatiques sont les plus fragiles ;
- Renforcer la souveraineté alimentaire, en garantissant la production agricole face aux sécheresses répétées.

Face à l'enjeu que représente l'adaptation au changement climatique et le maintien d'une agriculture productive et résiliente sur nos territoires, il est grandement l'heure de dépasser les postures idéologiques pour enfin construire une politique de l'eau fondée sur les faits.

- Non, la France ne manque pas d'eau, elle est même le deuxième pays européen en termes d'abondance hydrique derrière la Norvège ;
- Non, l'irrigation n'est pas un confort, c'est un outil d'adaptation au changement climatique, indispensable pour stabiliser les rendements, maintenir la qualité des productions et préserver l'économie agricole ;
- Non, l'eau n'est pas gaspillée mais elle est utilisée de façon de plus en plus efficiente, grâce notamment aux progrès techniques et technologiques et à la gestion fine des apports.

*« Je tiens, en premier lieu, à dire tout mon soutien aux agriculteurs et citoyens victimes des intempéries de ces dernières semaines. Face à ces inondations, la question n'est plus de savoir si nous avons assez d'eau, mais si nous savons collectivement gérer cette ressource pour qu'elle ne soit pas un risque, mais bien un levier de sécurité environnementale, alimentaire et territoriale. Désormais, et alors qu'il est tombé en quelques heures, l'équivalent des besoins annuels d'irrigation de notre pays, nous devons en avoir la certitude : ne pas stocker l'eau qui est en excès l'hiver pour la réutiliser quand elle manque l'été, c'est une folie qui revient à souffrir doublement : en subissant à la fois les inondations et les sécheresses. », déclare Eric Frétilière, président d'Irrigants de France.*

## Chiffres clés 2025

**81 300**

exploitations irrigantes  
sur tous les territoires

**6,8%**

de la surface agricole utile  
irriguée

**30%**

d'amélioration de l'efficience  
de l'irrigation en 30 ans

## Irrigants de France en bref

**Président :** Eric FRETILLERE

**Responsable :** Sabine BATTEGAY

**Irrigants de France** est une organisation nationale représentant l'ensemble des agriculteurs irrigants sur le territoire français, toutes filières confondues et dont les principales missions sont de valoriser et défendre l'irrigation auprès des décisionnaires nationaux et européens, d'informer les irrigants de l'actualité et des évolutions réglementaires et législatives et de promouvoir la réalité de l'irrigation française auprès de l'ensemble des parties prenantes.

Site Internet : <https://www.maizeeurop.com/structure/irrigants-de-france/>

## Contact presse

**Cécile BRUN - Bazaille Consulting**  
[cecile.brun@bazailleconsulting.com](mailto:cecile.brun@bazailleconsulting.com)

06.42.93.30.40

**Guillaume LE HOAN - AGPM**  
[guillaume.le-hoan@agpm.com](mailto:guillaume.le-hoan@agpm.com)  
06.16.04.42.30

